

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

ARRÊTÉ :
DPR-2022-0964

OBJET :
Arrêté DPR-2022-0964 -
Réglementation
en matière de circulation
et
de stationnement -
Occupation du domaine
public - grue ppm –
travaux de grutage - 10
rue de Marseille - le 06
octobre 2022

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 2212-2
relatif aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction
interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie,
«signalisation temporaire»,

Vu la décision 2021-62 du 20 décembre 2021 portant détermination des
tarifs municipaux pour l'année 2022,

Vu la demande du 26 septembre 2022 de l'entreprise MEDIACO
ATLANTIQUE, sise 11 rue du Launay – 44800 Saint-Herblain,

Considérant que l'entreprise MEDIACO ATLANTIQUE souhaite occuper le
domaine public dans le cadre d'un grutage de matériaux, 10 rue de Marseille
à Saint-Herblain, le 06 octobre 2022,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières
durant cette opération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le jeudi 06 octobre 2022 entre 08h00 et 12h00, l'entreprise
MEDIACO ATLANTIQUE est autorisée à occuper le domaine public avec
une grue PPM, dans le cadre d'un grutage de matériaux, 10 rue de Marseille
à Saint-Herblain.

Les mesures et conditions générales suivantes seront appliquées sur la voie
précitée :

- **STATIONNEMENT AUTORISÉ pour l'engin de levage :** sur les
places de stationnement et aires de trottoir ;
- neutralisation partielle du parking et du trottoir pendant la durée de
l'intervention ;
- chaussée rétrécie ;
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un
cheminement sécurisé ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Cette installation ne devra pas porter atteinte à la sécurité et la visibilité des
usagers.

ARTICLE 2 : La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux
propriétés riveraines ainsi que le passage des véhicules de secours,
transport en commun et de ceux assurant la collecte des déchets seront
maintenus en permanence.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire sera mise en place par
l'entreprise **MEDIACO ATLANTIQUE**, chargée des travaux. Elle sera
conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la
signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992. Le présent arrêté
devra être affiché sur le site 48 heures avant les travaux.

L'entreprise MEDIACO ATLANTIQUE devra également informer les riverains de la neutralisation des places de stationnement, et de l'intervention mise en place.

ARTICLE 4 : Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. De plus, le non-respect des prescriptions entraînera le retrait immédiat de l'autorisation.

ARTICLE 6 : Toute dégradation ou (et) salissure constatée sur la voie publique, et imputable au chantier, sera systématiquement suivie d'une réparation ou remise du site à l'état initial, à la charge financière de l'entreprise.

ARTICLE 7 : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance, conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée par la Trésorerie de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant de **55,40 €** du fait de l'occupation sur le domaine public, avec une grue de type PPM pendant 1 demi-journée.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site de la Ville.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 29 SEPTEMBRE 2022

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Reçu en Préfecture de Nantes le 29 septembre 2022

Publié le 29 septembre 2022